

#CET HIVER, JE SKIE !

Oui,

Monsieur le Président, il FAUT ouvrir les stations à Noël

Les professionnels du ski, après avoir été reçus le 23 novembre par le Premier Ministre qui leur a indiqué qu'aucune décision ne serait prise avant au moins 5 ou 10 jours, ne comprennent pas que vous leur ayez signifié le lendemain et en des termes à peine voilés, que l'ouverture des stations pour les vacances de Noël était exclue.

Ils sont bien sûr responsables et conscients du contexte sanitaire, mais ils ne sont pas résignés car l'enjeu de Noël est majeur pour la montagne et parce qu'ils se sont mis tous ensemble en ordre de marche pour pouvoir ouvrir les stations, en offrant aux vacanciers les meilleures conditions de sécurité sanitaire.

Ils se battent parce qu'il s'agit d'un enjeu économique et social majeur pour **une filière** qui représente plus de 11 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, 2 milliards d'euros d'exportations, 400 millions d'euros d'investissements ; une activité qui fait vivre un tissu d'entreprises locales, qui emploie plus de 120 000 personnes dans des territoires dont l'économie locale repose souvent pour l'essentiel sur ce secteur.

Ils se battent parce que les vacances de Noël représentent entre 20% et 25% des recettes d'une saison qui ne se déroule que sur à peine plus de quatre mois dans l'année pour la très grande majorité des sites et donc **pour laquelle chaque semaine compte**.

Après une année 2020 très fragilisée par la fermeture brutale des domaines skiables en mars dernier, la non-ouverture des stations compromettrait gravement **une saison qui s'annonce d'ores et déjà très difficile puisqu'on prévoit une chute de 30% au moins de la fréquentation** en raison notamment du recul de la clientèle étrangère. Dans ce contexte certains hébergeurs envisagent de ne pas ouvrir leurs établissements cette année par crainte de ne pouvoir amortir leurs coûts sur le reste de la saison, avec toutes les conséquences qui en résulteraient pour l'écosystème.

Une station repose sur un collectif composé de partenaires publics (élus locaux, maire, conseillers départementaux & régionaux, sapeurs-pompiers, gendarmes...) et privés (exploitants de remontées mécaniques, moniteurs, hébergeurs, restaurateurs, supérettes, locations de ski, personnels médicaux, commerçants, exploitants de salles de spectacles...). C'est la coordination entre l'ensemble de ces acteurs qui garantit un bon fonctionnement de la station, en faisant souvent abstraction de ce qui relève du domaine public ou privé. En effet, les recettes privées contribuent dans d'importantes proportions au financement public à travers la fiscalité, tandis que les pouvoirs publics investissent massivement pour l'entretien et la modernisation du domaine et font vivre les PME locales, garantissant un niveau d'emploi important.

Dans un élan collectif sans précédent, conscients de l'interdépendance des activités en station, les élus des stations, des régions, des départements, les parlementaires et les professionnels concernés (exploitants de domaine skiable, hébergeurs, écoles de ski, commerçants ...) ainsi que leurs salariés se

sont mobilisés, en étroite concertation avec les pouvoirs publics, pour mettre en œuvre des protocoles sanitaires complets et inédits. Ainsi sur les domaines skiables - dont il faut souligner qu'ils constituent de grands espaces aérés - le port du masque sera obligatoire à bord des remontées, dans les files d'attente – qui seront organisées- et dans tous les bâtiments (gares, points de vente, services...) ; les règles de distanciation seront imposées dans toutes les files d'attente et les lieux de regroupement... Les conditions d'exploitation seront bien sûr adaptées et la vente de forfaits en ligne sera facilitée.

Bien sûr, nous ne demandons pas de dérogation par rapport aux mesures prises au niveau national (restaurants, bars discothèques). En revanche, les hébergeurs se sont organisés pour offrir les prestations de restauration à leurs résidents en toute sécurité (strict respect des règles de distanciation, même table attribuée à chaque client pour la durée du séjour...). **Il y a en réalité dans une station les mêmes risques que dans n'importe quelle ville • 70% de la clientèle réside dans des appartements individuels** - et il serait **incompréhensible** d'ouvrir au public des lieux fermés (théâtres, cinémas, musées...) alors qu'on interdirait les activités **de plein air**. Ce n'est vraisemblablement pas le choix de l'Espagne, d'Andorre, de la Suisse ou de l'Autriche, nos amis et concurrents de l'arc alpin, pour qui cette économie est aussi cruciale !

Parallèlement - et c'est essentiel- sous l'égide des maires et en étroite corrélation avec les autorités préfectorales, les stations sont en train de se doter d'une capacité importante de tests qui pourraient être effectués dans de bonnes conditions de rapidité et de fiabilité. Ces centres de dépistage, pour lesquels un protocole de dépistage a d'ores et déjà été soumis aux autorités gouvernementales, auront vocation à tester tous les travailleurs des stations, publics comme privés, tous les 15 jours pendant la saison d'hiver. Cela permettra d'avoir une vision très fine de l'évolution de la situation et d'isoler encore plus rapidement ceux qui en auraient besoin. Des logements sont également prévus pour satisfaire à cette exigence.

S'agissant du risque de saturation supplémentaire des hôpitaux susceptible d'être généré par les accidents de ski, il doit faire l'objet d'une attention prioritaire, cela va de soi. Il faudra bien sûr apprécier l'évolution de la situation au cours des toutes prochaines semaines, mais il convient de ne pas non plus le surestimer : la très grande majorité des blessés sont traités en ambulatoire par les cabinets médicaux, les hôpitaux locaux sont le plus souvent un point de passage pour orienter les patients vers leur destination d'origine et il est extrêmement rare que les services de réanimation soient sollicités, enfin un recours à d'autres établissements sanitaires s'organise (cliniques, centres de soins etc.)

On le voit, il n'y a aucune raison crédible à ne pas ouvrir la saison de ski dès les vacances de Noël. Toutes les parties prenantes se sont préparées à l'ouverture, les stations sont prêtes et les équipes sont embauchées. Les professionnels ont tenu le plus grand compte de la crise sanitaire que nous traversons, d'abord par civisme mais aussi parce que c'est leur intérêt bien compris d'offrir aux visiteurs un environnement qui les rassure et leur permette de passer des vacances en toute sérénité.

Ils comprennent qu'eu égard au contexte, des décisions d'ouverture ne puissent pas encore être prises et à cet égard l'évolution des prochaines semaines sera décisive, il ne faut pas se précipiter, une décision mi-décembre permettrait encore de démarrer la saison dans de bonnes conditions.

Alors que la saison est courte et que les clients étrangers seront probablement absents, ne pas ouvrir à Noël, c'est déjà sacrifier la saison, et avec elle et à court terme, des milliers d'entreprises et d'emplois.